

Croissance et progrès

Bernard Pieltre

Comme le disait Kenneth E. Boulding – un économiste américain des années 50-60 : « Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste ».

« **P**lus personne ne croit vraiment au progrès. Tout le monde veut avoir quelque chose de plus pour l'année prochaine, mais personne ne croit que le bonheur de l'humanité est dans l'accroissement de 3 % du niveau de consommation. L'imaginaire de la croissance est certes toujours là, c'est même le seul qui subsiste dans le monde occidental », disait Costoriadis en 1995 (1).

Vingt-cinq ans après, ce constat a encore gagné en actualité ; les choses ont empiré ; l'imaginaire de la croissance n'appartient plus qu'à nos élites, ou qu'aux privilégiés qui ont encore les moyens d'accroître leur niveau de consommation. Car celui qui espère simplement manger demain à sa faim, ou fuir la guerre, ne rêve guère de croissance. Il espère en revanche des progrès. Il a compris que la croissance vantée, réclamée par ses dirigeants ne lui profiterait guère.

Les dirigeants des États – de l'Amérique à la Chine en passant par l'Union européenne – comme les responsables des organismes internationaux (FMI, OMC, OCDE ...) – ne jurent que par la croissance, comme s'il n'y avait pas de salut hors de celle-ci pour la santé des peuples. Quelles raisons prétend-on invoquer pour justifier une telle obsession ? La poursuite du progrès ! Pas de progrès possible sans croissance, allègue-t-on. Par exemple, comment maintenir les progrès dans le domaine scientifique, technique, industriel, médical, sans croissance ?

On peut pourtant sérieusement douter en réalité d'une relation de cause à effet entre croissance et progrès, au moment où les scientifiques du GIEC appellent de manière pressante à baisser drastiquement les activités contribuant à l'augmentation du réchauffement de l'atmosphère, autrement dit à freiner la production reposant essentiellement sur l'exploitation des ressources énergétiques fossiles, et à freiner la consommation, pour ne pas tomber dans les chemins, non d'un progrès, mais d'une régression, voire d'un effondrement des conditions de vie de milliards d'humains sur Terre. Comme le disait Kenneth E. Boulding – un économiste américain des années 50-60 : « Celui qui croit

qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste ».

On peut donc légitimement s'interroger sur ce qui pousse les responsables économiques et politiques d'un pays à croire encore aux vertus de la croissance – c'est à dire aux vertus de l'augmentation de son PNB, ou à tout le moins de son maintien – en les justifiant au nom du progrès, ou en traitant les écologistes ou ceux qui prônent la décroissance d'ennemis du progrès.

Mais que faut-il entendre par progrès ? Et que signifie *ne plus croire au progrès* ? Quand on emploie le terme *progrès*, on songe spontanément aux progrès scientifiques et techniques dont les effets seraient nécessairement bénéfiques pour tous. Il semble que, dans le domaine des sciences et des techniques, rien ne peut arrêter le progrès, selon une formule consacrée. De nouvelles découvertes appellent de nouvelles découvertes, des innovations appellent de nouvelles innovations, comme si les progrès des sciences et des techniques étaient à eux-mêmes leur propre fin – progrès dans lesquels il devient de plus en plus difficile en outre de dissocier la bonne science de ses mauvaises applications éventuelles, tant progrès des sciences et des techniques deviennent indissociables.

Il est indéniable pourtant que les hommes ont connu depuis la révolution industrielle, et spécialement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une prospérité incomparable, un confort et une espérance de vie que jamais nos ancêtres n'auraient pu imaginer, et que cela a été l'effet tant des progrès des sciences et des techniques que de la croissance économique.

Or on est amené aujourd'hui, par la force des événements, à dissocier croissance et progrès. Sans doute faut-il dissiper même l'illusion selon laquelle ils ont pu jamais aller ensemble dans le passé. Car d'emblée les deux termes n'ont pas le même sens. Un travail philosophique d'élucidation du sens des deux termes apparaît plus que jamais nécessaire. Commençons par celui de progrès.

1. De l'idée de progrès

1.1. L'idée d'un progrès continu de l'humanité n'est ni antique ni chrétienne

Il convient en effet de rappeler que l'idée de progrès en elle-même ne va pas de soi. Progrès – du latin *progressus* – signifie étymologiquement *marche en avant, avancée*. On parle ainsi des progrès d'une armée, des progrès d'une maladie, mais

(1) *Une société à la dérive, Entretiens et débats, 1974-1997*, Seuil, 2005.

aussi des progrès d'un enfant dans son apprentissage, ou encore des progrès dans la réalisation d'un travail, ou bien des progrès d'une discussion. Ce n'est que depuis trois siècles seulement qu'on met en avant l'idée d'un progrès général de l'humanité, posé en termes de civilisation : l'homme aurait constamment progressé, au moins dans le domaine de la connaissance ou dans celui de sa domination de la nature ; mais aussi dans son détachement par rapport à une condition animale primitive, comme si avec le temps nous étions devenus plus éduqués, plus policés – et ce malgré les avertissements d'un Montaigne ou d'un Rousseau, par exemple, nous rappelant que les *sauvages* d'Amérique qu'on venait de découvrir n'étaient pas forcément plus barbares que nous, qui voulions les civiliser et les évangéliser ...

Quand on emploie le terme *progrès*, sans préciser son domaine d'application, on songe, comme nous l'avons dit d'entrée de jeu, aux progrès techniques, issus des progrès de la science moderne, lesquels ont permis une amélioration effective du bien-être matériel des hommes depuis deux siècles ; et parmi eux on inclut les progrès de la médecine qui ont contribué à une amélioration générale de la santé, comme en témoigne le recul de certaines maladies (variole, rougeole, poliomyélite...), une baisse conséquente de la mortalité infantile, une meilleure hygiène. Et ces progrès ne concernent pas seulement les pays riches. Mais on songe aussi au progrès des mœurs ou du droit ; on est indigné, par exemple, devant certaines conduites punitives, comme celle de la lapidation ou l'administration de coups de fouet en public en Arabie Saoudite, et on s'exclame alors : « *Nous voilà revenus au Moyen-Âge !* ». On citera donc comme un progrès tout court la fin de la peine capitale dans de nombreux pays européens, la fin des exécutions publiques en France par exemple, lesquelles existaient encore avant-guerre, et de manière générale le recul de la criminalité en Europe depuis le 19^e siècle. Témoins indéniable du progrès enfin, les progrès de la condition féminine, qui est à la fois un effet des progrès de la médecine, grâce à l'invention de moyens contraceptifs à la fois efficaces et sains, et un effet des progrès du droit.

L'expression de *progrès*, prise dans l'absolu, reste néanmoins vague. On regroupe sous un seul vocable des progrès réalisés dans des domaines très différents : progrès en termes de droit, de moralité, de santé, de connaissances, de maîtrise technique de la nature.

On n'a jamais employé le terme *progrès* pour l'appliquer à l'humanité entière jusqu'à une époque récente, avant, disons, les 18^e et 19^e siècles. Il

s'agit d'une idée moderne, qu'il convient d'examiner.

Dans l'Antiquité, on rencontrait bien l'idée que l'homme est sorti d'un état sauvage ou primitif pour entrer en civilisation. C'est ce qui ressort du mythe de *Protagoras* (attribué par Platon au sophiste Protagoras, dans le dialogue éponyme) : Zeus a confié à Épipiméthée le soin de répartir équitablement entre les espèces animales leurs avantages et leurs défauts, leurs atouts et leurs faiblesses, de telle sorte qu'un équilibre se maintînt entre elles, et qu'aucune ne disparût (dit le texte en 321a) ; mais Épipiméthée avait oublié l'espèce humaine. Prométhée répara la négligence de son frère, et eut l'idée de dérober à Héphaïstos, le dieu forgeron, le secret du feu en même temps qu'il déroba à Athéna les secrets de son intelligence artisanale. Moyennant quoi l'homme posséda les arts (les techniques), dont la maîtrise du feu était une condition, pour compenser son dénuement à la naissance relativement aux autres espèces animales. Dans toute une littérature – que ce soit chez les Tragiques ou les philosophes ou dans l'historiographie – on va retrouver cette idée que par l'art (*téchne* en grec), l'homme va être à même de mieux maîtriser la nature ; or qui dit art dit éducation, et qui dit apprentissage d'un art dit progrès possible dans cet apprentissage, non seulement dans le temps d'une vie individuelle, mais aussi au cours d'une succession de générations, car les plus jeunes acquièrent le savoir des anciens, tout en étant à même de l'améliorer.

Dès lors qu'on réussit à conceptualiser, comme le font les Anciens, l'opposition entre art et nature (*téchne* et *physis*), on est à même de forger l'idée d'un progrès dans ce qui nous éloigne toujours un peu plus d'un état de nature primitif. Mais les Anciens dans le même temps pensaient que la civilisation et ses arts (et artifices) faisaient s'éloigner les hommes d'un âge d'or primitif. Par exemple de la mythique condition des bergers d'Arcadie, qui auraient vécu heureux dans une saine sobriété. Ce que suggèrent aussi les poètes, tel Hésiode, c'est une dégradation progressive de l'humanité ; depuis la race d'or qui la constituait dans un âge mythique perdu, jusqu'à la race de fer en laquelle elle consiste aujourd'hui après être passée par le stade de la race d'argent et de la race de bronze. Platon pense de son côté l'histoire humaine – si tant est qu'on puisse employer ce terme moderne – comme un fatal déclin passant d'un âge heureux où une caste aristocratique régnait (*aristos* signifiant le meilleur) à une ploutocratie (*ploutos* signifiant le riche) ; le comportement cupide des dirigeants qui se sont enrichis (par la guerre) éveille dans le peuple un sentiment d'injustice qui l'amène à se rebeller et à instaurer la démocratie, dont les

Dès lors qu'on réussit à conceptualiser, comme le font les Anciens, l'opposition entre art et nature (*téchne* et *physis*), on est à même de forger l'idée d'un progrès dans ce qui nous éloigne toujours un peu plus d'un état de nature primitif. Mais les Anciens dans le même temps pensaient que la civilisation et ses arts (et artifices) faisaient s'éloigner les hommes d'un âge d'or primitif.

désordres, du fait de l'excès de liberté laissée aux individus, favorisent l'avènement de la tyrannie. On peut certes imaginer que l'histoire recommence, que les hommes se ressaisissent pour instaurer à nouveau une aristocratie – semblable à la cité idéale que Platon décrit dans la *République* – et que se rejoue à nouveau, à partir de la renaissance d'une cité aristocratique, une lente et inéluctable dégradation.

Au fond, de façon générale, les Anciens pensaient l'histoire humaine de façon cyclique, à l'image de l'éternel retour des saisons, et de la révolution céleste des astres. S'il y a progrès, il peut apparaître sur une période déterminée de l'histoire d'un peuple, sur une période déterminée d'une civilisation, avant que celle-ci ne décline et ne meure, et qu'éventuellement une nouvelle civilisation n'émerge, ne connaisse une apogée et ne décline à nouveau. Mais le progrès n'est alors nullement pensé de manière linéaire et continue sur une période indéfinie.

Nous, modernes, avons tendance en revanche à penser l'histoire humaine de façon linéaire, sans doute sous l'influence du judéo-christianisme : l'histoire a un début, la Création, et une fin, le jugement dernier. Certes, pour Hegel par exemple, l'histoire ne se fait pas de manière continue et douce : des civilisations meurent, de nouvelles naissent de leurs cendres, non sans violence et destructions, mais au bout du compte, elles se passent le relais de la Raison, si l'on peut dire. Elles tissent un fil continu sur fond de discontinuités, celui d'un progrès de la Raison, celui d'une marche progressive de l'humanité vers la réalisation de sa liberté : liberté par rapport à la matière et à la nature qu'elle réussit à dominer, et liberté par rapport à ses instincts primitifs, permise par un progrès des institutions – dont la Révolution française serait même un aboutissement ! Marx reprendra de Hegel une vision dialectique de l'Histoire, dont le ressort est celui de tensions et de contradictions surmontées, non sans violence, mais dont l'issue finale sera une ère d'abondance, permise par les progrès technologiques et le capitalisme lui-même, mais équitablement répartie entre les hommes quand régnera enfin le communisme.

Mais ne confondons pas cette vision d'une histoire humaine allant vers plus de liberté, avec les perspectives eschatologiques ouvertes par le christianisme. Il y a même une ambiguïté dans la Bible : de même que pour les Anciens, l'histoire humaine peut représenter une sortie d'un âge d'or regretté, de même Adam et Eve ont été chassés du jardin d'Éden, d'un paradis originel. Il y a chute, puis rédemption possible, perspective de salut,

grâce. Mais que le *péché* constitue le début de l'histoire humaine n'implique pas que celle-ci suive ensuite la voie d'un progrès continu des individus et des sociétés dans un lent processus de rapprochement avec Dieu, vers le Bien pensé par exemple par Kant sous l'expression *règne des fins*. La foi, la grâce constituent plutôt pour le chrétien un saut qualitatif que les individus et les peuples doivent sans cesse renouveler, plutôt qu'une étape s'inscrivant dans le progrès d'une marche continue vers le salut – à moins qu'on ne soit à la fois un philosophe des Lumières et chrétien comme Kant, ou bien à la fois marxiste et chrétien (ce qui n'est pas impossible), ou encore évolutionniste et chrétien, à la manière de Teilhard de Chardin. Mais la foi chrétienne n'implique pas que nous soyons meilleurs que nos ancêtres au regard de Dieu !

1.2. Émergence de l'idée moderne de progrès de l'humanité. Quel sens donner à cette idée ?

Dès lors, deux conditions doivent être réunies pour évoquer le Progrès, avec un grand P, tel qu'on commence à le penser au 18^e siècle, et tel qu'on le met en avant au 19^e siècle, et encore aujourd'hui, pour justifier telle ou telle politique, de droite ou de gauche :

1. Penser l'histoire comme linéaire et non comme cyclique ; il s'agit d'une condition nécessaire mais non suffisante.
2. Penser cette histoire linéaire comme allant sans cesse vers une condition meilleure de l'humanité.

La notion de progrès appliquée à l'humanité entière – dans une marche continue –, on ne la trouve pas en réalité avant le 17^e siècle. On la trouve par exemple chez Pascal, dans la préface du *Traité du vide*, à propos des progrès continus des sciences. Autant, nous dit Pascal, les animaux sont conduits par l'instinct et font parfaitement ce que la nature leur dicte de faire, et le refont à l'identique de génération en génération, autant l'humanité reçoit le savoir des ancêtres comme un legs à enrichir, qui ne peut que grossir avec le temps :

« Les ruches des abeilles étaient aussi bien mesurées il y a mille ans qu'aujourd'hui et chacune d'elles forme cet hexagone aussi exactement la première fois que la dernière. La nature les instruit à mesure que la nécessité les presse ; mais cette science fragile se perd avec les besoins qu'ils en ont : comme ils la reçoivent sans étude, ils n'ont pas le bonheur de la conserver » (...) En revanche « par une prérogative particulière, non seulement chacun des hommes s'avance de jour en jour dans les sciences, mais tous les hommes ensemble y font un continuel progrès à

La foi, la grâce constituent plutôt pour le chrétien un saut qualitatif que les individus et les peuples doivent sans cesse renouveler, plutôt qu'une étape s'inscrivant dans le progrès d'une marche continue vers le salut.

mesure que l'univers vieillit (...). De sorte que toute la suite des hommes, pendant le cours de tous les siècles, doit être considérée comme un même homme qui subsiste toujours et qui apprend continuellement ... »

Pascal, comme on sait, était un auteur chrétien. Il ne songeait nullement que les hommes pouvaient progresser dans le domaine de la moralité ou de la justice, du fait du poids du péché originel. Ses idées politiques étaient conservatrices, la justice parfaite n'étant pas de ce monde. Vouloir réformer radicalement les institutions selon lui amène le pire, à savoir les guerres civiles. Le progrès des sciences n'implique pour Pascal aucun progrès moral, alors qu'à l'époque des Lumières les deux vont être pensés conjointement. Ses remarques sur une opposition entre l'immuabilité du règne animal, et le devenir des hommes dont le savoir progresse avec le temps ne l'amènent à aucune vision de l'histoire.

Une philosophie de l'histoire va en revanche émerger à partir du 18^e siècle. L'animal n'a pas d'histoire, l'homme a une histoire, comme le remarque Rousseau au début du *Discours sur l'origine des inégalités* : ce qui distingue l'homme de l'animal est sa perfectibilité, c'est à dire « la faculté de se perfectionner » avec le temps, « au lieu que l'animal est, au bout de quelques mois, ce qu'il sera toute sa vie, et son espèce, au bout de mille ans, ce qu'elle était la première année de ses mille ans ». Qui dit perfectionnement, dit perfectionnement progressif. Sauf que Rousseau a une intuition forte qui échappe à tous les autres philosophes des Lumières, c'est que cette même perfectibilité, qui contribue à élever toujours l'homme davantage au-dessus des animaux, peut le faire retomber « plus bas que la Bête même », et être source aussi de ses malheurs.

L'Histoire est pensée de façon générale par les philosophes des Lumières comme allant dans le sens d'un progrès des hommes à la fois dans leur maîtrise technique de la nature, et dans leur détachement par rapport à leurs instincts naturels leur permettant de s'éloigner progressivement de leur animalité primitive. C'est ainsi que Kant pense que lentement mais sûrement, et non sans mal, l'homme finirait par vivre dans un monde où la paix serait instaurée grâce à la mise en place d'un droit international auquel se soumettraient d'un commun accord les États. Hegel va encore plus loin que Kant : le progrès n'est pas l'effet d'un effort des individus et des peuples dans l'usage de leur raison, que la nature a donnée aux hommes, mais l'œuvre d'une Raison universelle, au statut quasi divin, qui gouverne l'Histoire, et dont les hommes, individus et peuples, sont comme les instruments inconscients.



Le progrès des sciences n'implique pour Pascal aucun progrès moral, alors qu'à l'époque des Lumières les deux vont être pensés conjointement.

« Il n'y aurait pas de terme à assigner à nos espérances : l'humanité entrerait dans une nouvelle ère où elle ne devrait pas cesser de progresser sur tous les plans (intellectuels, moraux, matériels), et ce d'une manière continue et indéfinie. Or ce progrès sans fin est en contradiction avec notre condition humaine finie. »
L'autoroute A31 près de Toul (CC-Ketounette)

Difficile de ne pas reconnaître que Hegel, et Marx en dépit de son athéisme, ont une vision quasi théologique ou au moins téléologique de l'histoire contribuant à donner une connotation religieuse à l'idée de progrès. Déjà Kant évoquait les desseins d'une providence divine obligeant les hommes à user de leur raison, dans une conquête progressive du règne du droit, pour s'arracher peu à peu d'une propension originelle au mal (symbolisée par le péché originel).

Mais un de ceux qui illustrent le mieux ce qu'on peut appeler *la foi dans le progrès*, née à l'époque des Lumières, c'est Condorcet. Dans son *Esquisse d'un tableau des progrès historiques de l'Esprit humain*, Condorcet retrace à grands traits le long chemin que l'humanité a suivi, depuis la Préhistoire jusqu'à la Révolution française, dans le développement progressif de sa raison. Tout comme pour Kant, le progrès de l'humanité se confond avec celui de la raison. La raison est alors entendue à la fois comme une faculté aidant au développement de la connaissance et des arts, et comme une faculté aidant au développement de la *liberté* de chaque individu, dès lors qu'en usant de sa raison, chaque individu parvient à penser par lui-même.

N'oublions pas que c'est Condorcet qui a conçu et rédigé, sous la Convention, le projet d'une École obligatoire et gratuite, projet dont s'est directement inspiré Jules Ferry au 19^e siècle. C'est en effet par l'instruction, également répartie sur tout le territoire national, qu'on peut aider chaque homme à faire usage de sa raison, et lui permettre ainsi de participer à la vie publique en citoyen éclairé. Ajoutons que Condorcet était un ardent féministe, luttant pour une parfaite égalité d'instruction entre les hommes et les femmes. À lui seul, Condorcet annonce les utopies qui seront développées au 19^e siècle et dont rendent bien compte ces lignes :

« Si nous jetons un coup d'œil sur l'état actuel du globe, nous verrons d'abord que, dans l'Europe, les principes de la constitution française sont déjà ceux de tous les hommes éclairés. Nous les y verrons trop répandus, et trop hautement professés, pour que les efforts des tyrans et des prêtres puissent les empêcher de pénétrer peu à peu jusqu'aux cabanes de leurs esclaves, et ces principes y réveillent bientôt un reste de bon sens, et cette sourde indignation que l'habitude de l'humiliation et de la terreur ne peut étouffer dans l'âme des opprimés. (...) Il arrivera donc, ce moment où le soleil n'éclairera plus sur la terre que des hommes libres, ne reconnaissant d'autres maîtres que leur raison, où les tyrans et les esclaves, les prêtres et leurs stupides ou hypocrites instruments n'existeront plus que dans l'histoire et sur les théâtres ; où l'on ne s'en occupera plus que pour plaindre leurs victimes et leurs dupes ; pour

s'entretenir par l'horreur de leurs excès, dans une utile vigilance ; pour savoir reconnaître et étouffer, sous le poids de la raison, les premiers germes de la superstition et de la tyrannie, si jamais ils osaient reparaître. »

Le développement de l'instruction, l'École publique obligatoire, n'empêcheront pas la montée des nationalismes et des fanatismes idéologiques à la fin du 19^e et au 20^e siècle. Et la foi dans les bienfaits de la science, qu'on pouvait en effet mesurer en particulier en médecine – la figure de Pasteur est présentée en son temps comme un héros du progrès – mais aussi dans les inventions nouvelles spectaculaires dues à la maîtrise de l'électromagnétisme ou bien aux progrès de la chimie, a conduit à sous-estimer les méfaits de la science, qu'on a pu constater au lendemain de la Grande guerre. Les idéaux des Lumières ne se sont pas éteints pour autant. Socialistes et libéraux ont continué à croire au pouvoir libérateur des sciences et des techniques ; et les socialistes, plus particulièrement, au pouvoir libérateur de l'instruction.

1.3. Des ambivalences de l'idée de progrès

Et pourtant la Première Guerre mondiale a sonné comme un premier avertissement, détruisant nos illusions quant au degré supérieur de civilisation des nations blanches censées apporter la lumière jusque dans la cabane des sauvages – pour parler comme Condorcet. La Seconde Guerre mondiale, avec la Shoah et l'usage au final de la bombe atomique, a sonné comme un second avertissement encore plus déstabilisateur : un pays phare dans la culture occidentale, l'Allemagne, a été le lieu d'une barbarie insensée, rendue possible par des moyens technoscientifiques précis, et les États-Unis ont utilisé une bombe aux effets destructeurs considérables en s'appuyant sur le concours d'éminents savants. L'ultime avertissement vient de ce début du 21^e siècle où nous commençons à ressentir les effets catastrophiques du réchauffement de la planète comme ceux de la destruction de la biodiversité, dus à l'usage intensif et inconsidéré des possibilités offertes par les progrès technologiques.

La notion de progrès, telle qu'on l'a héritée des Lumières, et par exemple d'un Condorcet, mérite donc d'être interrogée. Elle suscite trois observations :

- La première, c'est qu'il n'y aurait pas de terme à assigner à nos espérances : l'humanité entrerait dans une nouvelle ère où elle ne devrait pas cesser de progresser sur tous les plans (intellectuels, moraux, matériels), et ce d'une manière continue et *in-définie*. Or ce progrès sans fin est en contradiction

La raison est alors entendue à la fois comme une faculté aidant au développement de la connaissance et des arts, et comme une faculté aidant au développement de la liberté de chaque individu, dès lors qu'en usant de sa raison, chaque individu parvient à penser par lui-même.

avec notre condition humaine finie : les individus que nous sommes sont mortels, et les civilisations aussi sont mortelles, comme le rappelait Valéry ; en outre nos capacités intellectuelles et morales sont-elles illimitées ? Certes des *transhumanistes* aujourd'hui pensent pouvoir défier les limites que la nature imposait jusqu'alors à l'humanité, y compris celles de la mort ; leurs perspectives sont en réalité cauchemardesques.

- La seconde concerne l'idée de raison elle-même et celle de son unité supposée : elle déterminerait à la fois les moyens matériels (procurés par les progrès des sciences et des techniques) et les moyens éthico-politiques (grâce aux progrès du droit, qu'attesterait l'avènement de la Révolution) de conquérir le bonheur. Le bien-être matériel est une chose, la moralité et la qualité spirituelle du bonheur en sont une autre. Ce qui est rationnel, scientifiquement et techniquement, est une chose, ce qui est raisonnable, moralement et juridiquement, en est une autre. L'extermination des Juifs pendant la Seconde Guerre était très rationnellement organisée tout en étant totalement déraisonnable. La raison apparaît plus duelle qu'une.

- La troisième est également relative à une certaine idée de la raison, en tant qu'elle est posée comme universelle. Si nous pensons par exemple que les Amérindiens d'Amazonie ou les Aborigènes d'Australie ont un rapport à la nature reposant sur des croyances irrationnelles, sur un imaginaire fantaisiste, totalement erroné du point de vue scientifique, nous pouvons nous demander si notre conception de ce que nous appelons raison n'est pas ethnocentriste. Quand Hegel pensait que l'Afrique était encore en dehors de l'Histoire, parce qu'elle n'avait pas été gagnée par les progrès de la Raison, ne tombait-il pas dans un ethnocentrisme assez grossier ?

La notion de progrès est donc bien délicate à manier, car ce n'est pas non plus forcément tomber dans l'ethnocentrisme que d'admirer les progrès de la médecine, aux effets incontestables sur l'humanité entière, ou de s'émerveiller de ceux de la connaissance, sans pour autant rabaisser le savoir et le savoir-faire remarquable des hommes des sociétés primitives. Que savait-on en effet de l'histoire de la terre et du vivant avant le 19^e siècle, d'une histoire de l'univers depuis le *big bang* avant le 20^e siècle, du mécanisme de la reproduction biologique, des constituants élémentaires de la matière et des forces qui les relient ? Il est étonnant que c'est au moment où nous avons commencé à percer les secrets de la nature auxquels se heurtaient jusque là toutes les civilisations, au moment où l'homme devient comme maître et possesseur

de la nature, pour reprendre l'expression célèbre de Descartes, au moment où il pouvait croire être enfin en mesure de se débarrasser de tout un imaginaire mythique, qu'il entrevoit avec angoisse la fin possible de son aventure sur terre.

On peut cependant admettre aussi qu'il est possible aujourd'hui de donner une validité universelle à des notions morales comme celle de la dignité humaine – comme le fait Kant au nom de la raison – sans tomber dans l'ethnocentrisme, puisque les Amérindiens d'Amazonie que nous citons plus haut sont les premiers à la mettre en avant, tout comme ils invoquent la Déclaration universelle des Droits de l'homme pour défendre leurs causes et freiner les tentatives de destruction de leur environnement. On ne peut donc rejeter non plus complètement la notion de progrès héritée des Lumières, surtout si on veut l'opposer au culte actuel de la croissance. Analysons à présent la notion de croissance.

Paradoxalement, son étude nous aidera en retour à affiner la notion de progrès.

2. De l'idée de croissance

2.1 Croissance et désir

La notion de croissance nous est familière quand on a affaire en particulier au monde vivant. On parle ainsi de croissance des plantes, du chêne qu'on a planté et qu'on surveille, de la croissance d'un animal qu'on a vu naître, de la croissance d'un têtard devenant grenouille, de la croissance d'un enfant, tout simplement. Toute croissance a une fin – dans les deux sens du mot fin : elle vise l'achèvement d'un organisme parvenant à sa pleine maturité avant qu'il ne décline, et elle a un terme, la mort. Mais la croissance peut concerner des phénomènes non organiques, comme la croissance (lente) d'une montagne sous des poussées tectoniques ou bien la transformation d'une étoile, peu avant son extinction, en une étoile gazeuse géante ou en une supernova ... Mais toute croissance dans la nature, organique ou non, a une fin.

L'idée d'une éventuelle croissance sans fin, par exemple de sa richesse ou de sa puissance, ne peut exister que dans l'imaginaire humain. Elle a à voir avec ce qu'on appelle les passions humaines, bien humaines, étrangères au monde animal, et plus exactement avec le désir. Autant la satisfaction d'un besoin met fin au besoin – ce besoin fût-il artificiel, comme celui de la nécessité pour son travail d'avoir une voiture – autant rien ne met fin à un désir puisque celui-ci nourrit un imaginaire qui entretient à son tour le désir. Mais le désir peut susciter des rêves, et il y a du bonheur à rêver.

L'idée d'une éventuelle croissance sans fin, par exemple de sa richesse ou de sa puissance, ne peut exister que dans l'imaginaire humain. Elle a à voir avec ce qu'on appelle les passions humaines, bien humaines, étrangères au monde animal, et plus exactement avec le désir.

Le mythe d'une croissance sans fin de richesse et de puissance, s'appuyant sur des progrès technologiques qui apparaissent eux-mêmes comme sans limite, a partie liée avec la mort de Dieu dans l'Occident chrétien.

Malheur à celui dont on tue les rêves. Mais le malheur aussi vient de la croyance en la possibilité d'assouvir réellement des désirs qui ne peuvent jamais l'être. Tel est le cas en particulier du désir de vengeance, du désir d'enrichissement ou du désir de puissance qui nous font tomber aisément dans ce que les tragiques et les sages anciens appelaient l'*hybris*, la démesure. Que l'on songe aux leçons de la trilogie de l'*Orestie* d'Eschyle à propos du cercle infernal de la vengeance, ou à celles des *Perses* du même Eschyle, à propos du désir de puissance. Quant à Platon et à Aristote, ils condamnent toute fascination pour l'argent, source de désirs insatiables. On connaît la condamnation d'Aristote d'une économie contre nature (la chrématistique) où l'argent n'est plus envisagé comme un moyen d'échange mais comme une fin de l'échange, lorsqu'on cherche à faire de l'argent avec l'argent, avec le prêt à intérêt par exemple. Le désir d'enrichissement est alors sans limite puisque l'on sort des limites qu'impose la nature, à savoir celle des besoins réels. La quête de la croissance du profit qui est le moteur du capitalisme a donc des racines anthropologiques profondes.

Rousseau donne une origine historique au désir de puissance et d'enrichissement, étrangère au *bon sauvage*, c'est à dire aux sociétés primitives dont la conquête du Nouveau Monde avait permis la découverte. Il y aurait beaucoup à dire ici. Les sociétés primitives, si elles sont bien humaines, ont aussi trouvé des modes de limitation du désir de vengeance, par exemple, à travers des règles d'échange visant à l'équilibre, dont Mauss, dans son *Essai sur le don*, nous donne quelque idée. L'idée d'un accroissement sans limite de la puissance sur ses voisins, de conquêtes territoriales, appartient en revanche à l'élite de sociétés étatiques, apparues à partir du néolithique dans certaines régions du monde. On peut se demander comment il se fait que des sociétés primitives, ou dites traditionnelles – comme les indigènes d'Amazonie, d'Australie que nous évoquons plus haut – se contentaient des richesses qu'ils possédaient, moyennant aussi des échanges avec d'autres sociétés, sans chercher à les augmenter, et donc sans faire du travail, ni de l'argent, ni de la propriété des valeurs cardinales de la société (2). On dira ainsi que ce sont des sociétés sans histoire, dans tous les sens du terme. Car les guerres entre tribus provenaient plus d'un désir de réparer un tort, une offense à l'honneur bafoué, ou de manifester une force collective en se nourrissant de celle de son adversaire, que d'un désir de conquêtes ou d'accroissement de ses richesses.

Je n'aurai pas la prétention de résoudre l'énigme du passage de ces sociétés égalitaires à des sociétés inégalitaires, avec en particulier l'émergence

de l'État, dont parlent aussi bien Rousseau, Marx, que nombre d'anthropologues, parmi lesquels Pierre Clastres dans son ouvrage *La société contre l'État*. Quoi qu'il en soit, dès l'apparition de sociétés divisées en classes ou en castes, prêtres et sages (formant la caste sacerdotale) se sont employés à déterminer des limites : on songe ici aussi bien aux philosophes de l'Antiquité gréco-romaine (de Platon aux Stoïciens), qu'à Bouddha, Confucius et Lao Tseu, ou qu'aux sermons des prophètes de l'Ancien Testament ou à ceux de Jésus. Les limites données devaient être telles que, certes, les pauvres soient contenus dans leur désir éventuel de sortir de leur condition, mais aussi que les riches et les puissants le soient dans leur désir d'accroître démesurément leur richesse ou leur puissance.

Le mythe d'une croissance sans fin de richesse et de puissance, s'appuyant sur des progrès technologiques qui apparaissent eux-mêmes comme sans limite, a partie liée avec la mort de Dieu dans l'Occident chrétien qu'évoque Nietzsche, avec la fin du confucianisme en Chine, la montée du matérialisme et de l'individualisme partout dans le monde, la fin de la croyance en des limites nécessaires à imposer à nos désirs, données par la Nature ou par la divinité.

2.2. Progrès technologiques, croissance économique

La croissance est pourtant aujourd'hui le maître mot des économistes. Demandons-nous pourquoi. Demandons-nous déjà comment on en est arrivé là. Historiquement, l'augmentation de la production des biens a connu une poussée sans précédent à partir du 19^e siècle ; et ce du fait d'un accroissement considérable de la productivité dans tous les domaines, dans le domaine de la production agricole comme dans le domaine de la production industrielle. D'où vient un tel gain ? De l'emploi de machines fournissant une énergie bien supérieure à celle que nous pouvions obtenir à partir de la traction animale ou bien à partir du travail physique d'esclaves, d'ouvriers ou de paysans. À commencer par l'emploi de la machine à vapeur.

Sadi Carnot, fondateur de cette branche de la physique qu'est la thermodynamique, née de l'intérêt porté justement au fonctionnement de la machine à vapeur, écrit en 1824 :

« Les moteurs paraissent destinés à produire une grande révolution dans le monde civilisé. Si quelque jour les perfectionnements de la machine à vapeur s'étendent assez loin pour la rendre peu coûteuse en établissement et en combustible, elle (...) fera prendre aux arts industriels un essor dont il est difficile de prévoir toute l'étendue. » (3)

(2) Cf. l'ouvrage de Marshall Sahlins *Âge de pierre, âge d'abondance* (Gallimard, 1969).

(3) Sadi Carnot, *Réflexions sur la puissance motrice du feu et des machines à développer cette puissance* (1824).

La machine à vapeur repose, comme on sait, sur l'utilisation du charbon. L'utilisation du pétrole et du gaz comme ressources énergétiques complètera rapidement celle du charbon, et puis viendra la mise au point capitale de l'usage de l'électricité – dont la production repose principalement aussi sur l'utilisation d'énergies fossiles. Car, comme le remarque Jean-Marc Jancovici :

« En deux siècles, une corne d'abondance géante a déversé sur les hommes, et plus particulièrement sur un milliard d'Occidentaux (et pas seulement), une pluie de biens et de services nouveaux, que les manuels d'histoire attribuent le plus souvent au génie technologique humain. Sans nier que nos neurones ont un peu contribué à cette évolution, il faut bien comprendre qu'un élément l'a pilotée de manière bien plus puissante encore : les combustibles fossiles. (...) S'il fallait fournir avec du travail humain les 60 000 kWh qu'un Français utilise directement ou indirectement chaque année pour tous ses usages (chauffage, transport et fabrication de tout ce qu'il consomme) chacun d'entre nous se retrouverait à la tête d'une armée de plusieurs centaines voire de plusieurs milliers d'esclaves. L'accès à l'énergie extracorporelle, c'est-à-dire essentiellement aux combustibles fossiles (qui représentent 80% de l'approvisionnement énergétique de l'humanité) a donc multiplié par plusieurs centaines le potentiel de l'homme sur son environnement. La vraie raison de l'augmentation de notre pouvoir d'achat est bien là, et non dans le génie des économistes. » (4)

Ce n'est pas seulement toute sorte de commodités (éclairage, chauffage, transport, télécommunications, et gain de productivité en général) qu'a offert cet accroissement fantastique de notre potentiel énergétique, c'est aussi une diversité et une multiplicité de biens permises par des révolutions dans le domaine de la physique et de la chimie : de matériaux dérivés du pétrole (les polymères, le plastique, le nylon, les vêtements synthétiques), la fabrication de multiples matériaux nouveaux, rentrant aussi bien dans la construction d'ouvrages d'art ou dans l'architecture que dans le confort ménager quotidien ou encore dans l'appareillage médical ... Le numérique, à la fin du 20^e siècle, améliorera encore la performance, la précision, l'efficacité des machines et de l'outillage électronique qui rentre aussi bien dans une automobile ou un avion que dans le matériel médical ou la robotique.

La croissance de la production, de la consommation et des échanges à travers le monde apparaît bien comme un effet des progrès technoscientifiques, plus que comme l'effet d'une stratégie ingénieuse d'économistes, suggère Jancovici. On peut toujours reconnaître que les risques et les paris pris par des capitalistes pour tirer profit au

maximum de ces progrès ont contribué à un certain emballement de la révolution industrielle, mais son origine réside bien dans cette mue technologique, dans cette invention des moyens de démultiplier notre potentiel énergétique. On remarquera que les sociétés non capitalistes, comme l'Union soviétique entre les deux guerres et au lendemain de la guerre jusqu'à la chute du mur, et comme la Chine depuis les années 50 jusqu'à aujourd'hui, ont été prises par la même frénésie productive.

Simplement, la concurrence entre propriétaires privés de capitaux, dans le monde capitaliste, va non seulement contribuer à la recherche d'une croissance quantitative des biens aidant à une baisse de leur prix sur le marché, mais aussi orienter ces progrès technologiques de manière à innover, à diversifier, à améliorer sa production et gagner ainsi des parts de marché. Cela eut pour conséquence une supériorité de l'économie capitaliste sur les économies dites communistes (qui n'ont pas seulement sévi en Union soviétique, mais à Cuba et dans de nombreux pays africains dans les années 60-80), et l'introduction d'ingrédients capitalistes dans l'économie chinoise. La concurrence a permis ainsi de réels progrès dans de nombreux domaines, en encourageant à l'innovation et à l'inventivité, et en incitant à accroître la diversité et la qualité de l'offre des biens et des services, chose qui a contribué sans aucun doute à un confort matériel des populations supérieur dans les pays capitalistes à ce qu'il pouvait être dans les pays dits *socialistes*.

Rien de tel pour penser que le libéralisme a été un facteur de progrès, relativement au communisme, faisant régner l'abondance dans la liberté, et ce sur fond d'une amélioration des moyens de préserver sa santé, d'une augmentation de l'espérance de vie et d'une baisse de la mortalité infantile. Du moins on a pu le croire un temps ...

2.3. Les ressorts pervers d'une croissance sans fin

« La croissance, c'est produire plus, sans tenir compte de la nature des productions », disait l'économiste britannique Schumacher (dans les années 50). Cela, on le comprend bien si on analyse en particulier les ressorts du capitalisme.

Que doit-on entendre par *capitalisme*, mot qui à force d'être employé finit par être galvaudé, mais qui correspond bien à une réalité historique donnée. Qui dit capitalisme, dit capital qu'on place par exemple dans la détention de machines, d'outils, de terres, d'ouvriers, de savoir-faire pour en tirer des richesses de toute sorte. Présenté ainsi, le capitalisme n'a rien de condamnable. Mais cette

La croissance de la production, de la consommation et des échanges à travers le monde apparaît bien comme un effet des progrès technologiques, plus que comme l'effet d'une stratégie ingénieuse d'économistes.

(4) Jean-Marc Jancovici, *Transition énergétique pour tous. Ce que les politiques n'osent pas vous dire*, Odile Jacob, 2011 (pp.14-15, 17-18).

La valorisation du travail propre à l'idéologie bourgeoise qui, à l'origine, condamnait l'oisiveté de l'aristocratie, relève aujourd'hui d'une pure hypocrisie.

présentation est quelque peu biaisée. Car le propre du capitalisme, tel qu'il s'est développé lentement mais sûrement à partir du 16^e siècle, à partir des échanges avec le Nouveau Monde puis avec les pays colonisés en Afrique et en Orient, est de chercher à tirer un avantage pécuniaire de capitaux placés dans des investissements *intéressants*.

Il est certain que la découverte dans le Nouveau Monde de biens précieux et de produits nouveaux a suscité des convoitises. Mais ce n'est pas la recherche de la *détention* de l'or ou de richesses insoupçonnées qui caractérise le capitalisme, mais le fait que la *circulation* des richesses soit une source d'enrichissement pour ceux qui ont financièrement favorisé cette circulation. D'où l'essor des banques à la Renaissance (avec la lettre de paiement, la lettre de change) pour faciliter le commerce, en Méditerranée d'abord et bientôt dans le monde entier. De fil en aiguille, les progrès du commerce et des débuts de l'industrie, au 17^e et au 18^e siècle, ont contribué à l'enrichissement d'une bourgeoisie active sachant tirer profit de perspectives nouvelles d'investissement. Lors de la révolution industrielle, dont on a vu qu'elle reposait d'abord sur les capacités productives extraordinaires offertes par l'exploitation d'énergies fossiles, le placement de ses capitaux dans des mines de charbon ou des gisements de pétrole dont on a réussi à devenir propriétaire était pour le coup une source d'enrichissement exceptionnel. Alors que dans les sociétés pré-capitalistes l'argent est un moyen d'acquérir des marchandises (selon le schéma M-A-M'), dans les sociétés capitalistes l'argent est un moyen de faire plus d'argent (selon le schéma A-M-A'). L'argent placé, par exemple, par des actionnaires dans le capital de telle entreprise de production ou telle entreprise commerciale, doit produire une plus-value. C'est ainsi que l'activité boursière est devenue un moteur essentiel du capitalisme.

Dès lors, comme le résume Marx, le capitalisme ne vise pas tant à produire des *valeurs d'usage*, c'est à dire des biens dont l'usage est utile à ceux qui se les procurent, qu'à produire des *valeurs d'échange*, c'est à dire des biens dont la vente lors d'un échange est susceptible de rapporter de l'argent – selon une distinction héritée d'Aristote. Cela a pour conséquence que le capitalisme incite à produire des biens éventuellement inutiles, à créer même des besoins totalement artificiels, pourvu qu'ils enrichissent ceux qui les ont imaginés et mis sur le marché, à l'aide de la publicité, dont l'importance devient alors centrale. On prendra un seul exemple : la production de Coca-Cola. Sa publicité est omniprésente. Que dire de sa valeur d'usage ? Sa consommation est source d'obésité ... Sa valeur

d'échange en revanche est considérable. Autre conséquence : l'obsolescence programmée des biens produits. On savait construire au début du 20^e siècle des lampes électriques quasi éternelles. Jean Ziegler rappelle que « *les bas nylon mis sur le marché de l'après-guerre étaient si résistants que les ventes se sont effondrées. Les fabricants ont alors changé le dosage des composants du nylon : les bas se sont alors mis à filer* » (5). Une machine à laver, par exemple, est programmée pour durer au maximum dix ans, une voiture cinq à sept ans. Impossible de dire alors que la croissance, prise dans un emballement sans fin sous l'effet de la concurrence et de la nécessité de maintenir des marges de profit, permet un progrès quant à la valeur des biens offerts sur le marché. Sans oublier qu'elle favorise un gaspillage monstrueux.

Si l'argent capitalisé a pour but principal de produire de l'argent et secondairement de produire des biens (utiles ou non), la croissance des profits a peu à voir avec le souci du progrès du bien-être des hommes. Mieux, et cela n'a jamais été aussi clair aujourd'hui, la réussite des entreprises ne se juge pas tant au travail qu'elle permet de procurer ou à la qualité des biens qu'elle permet d'offrir au consommateur, qu'à l'argent qu'elle rapporte aux actionnaires. Le pôle financier d'une entreprise peut même demander à ses managers de resserrer leur personnel (de créer du chômage) pour augmenter les marges de bénéfice susceptibles d'enrichir davantage les actionnaires. La valorisation du travail propre à l'idéologie bourgeoise qui, à l'origine, condamnait l'oisiveté de l'aristocratie, relève aujourd'hui d'une pure hypocrisie. D'autant que le capitaliste peut aussi s'enrichir par la seule spéculation – immobilière ou bien boursière – sans travailler. Et la qualité des biens écoulés peut être totalement illusoire ; ils peuvent s'avérer nuisibles pour la santé (il suffit de songer aux produits agricoles infestés de pesticides) ; l'industrie pharmaceutique fait miroiter les vertus de tel remède coûteux, qui s'avère finalement toxique. Le profit passe avant la santé.

L'économie finit par servir la finance, quand celle-ci est censée favoriser l'économie. Ce qu'on appelle la financiarisation du capitalisme ne relève pas d'une dérive récente du capitalisme, mais constitue un mal présent dès l'origine du capitalisme : dans le système du crédit, comme le remarquait déjà Marx (6). Le crédit implique des remboursements à venir. Le crédit n'est jamais que le début de la spéculation. On sait que les banques spéculent parfois dangereusement sur l'argent qu'elles ne possèdent que virtuellement, au risque de créer de graves crises comme celles de 1929 ou plus récemment de 2008.

(5) *Le capitalisme expliqué à ma fille*, Seuil 2018, p.18.

(6) Cf. *Capital* III, section V.

Or aujourd'hui la monnaie est créée par la seule dette, et n'est plus fondée sur la possession d'une richesse, comme l'or à une époque qui n'est pas si ancienne. Ainsi l'impératif de croissance économique s'accompagne aujourd'hui de la nécessité pour les acteurs réels de l'économie de s'endetter, privés et publics. Et la difficulté de rembourser ses dettes entraîne de nouveaux endettements. Rien de tel pour accroître la puissance des uns et la servitude des autres. Il suffit de voir non seulement l'endettement asphyxiant des ménages ou des PME à l'intérieur des pays riches, mais encore celui des pays pauvres à l'égard des pays riches, ceux-ci forçant du coup ceux-là à des politiques d'austérité budgétaire préjudiciables pour leurs populations. Telle est bien la politique imposée par le FMI aux pays du Sud depuis quarante ans. Telle est aussi la politique financière de l'Union européenne. Il suffit de songer à l'humiliation qui a été infligée à la Grèce en 2014, condamnée à un endettement infernal et à des contraintes budgétaires cruelles, et au différentiel s'accroissant entre les pays du Nord et les pays du Sud de l'Europe.

Les théoriciens libéraux, classiques et néo-classiques, ont cru que la croissance finirait par atteindre un état final, optimal. « *Pour Adam Smith le développement des capitaux entraîne une concurrence qui fait baisser le taux de profit jusqu'à l'arrêt de toute accumulation* », nous rappelle Serge Latouche (7) ... Walras et Pareto pensaient qu'une concurrence *pure* entre les acteurs du capitalisme, dans la recherche optimale de leurs intérêts respectifs, en laissant pleinement jouer la loi de l'offre et de la demande, devait permettre à terme un équilibre parfait (l'*optimum* de Pareto) – comme un système dynamique en physique tend vers l'entropie. Qui dit équilibre dit une croissance susceptible de connaître, sinon une fin, à tout le moins un rythme de croisière. Les libéraux n'ont jamais vu ou voulu voir que le caractère pervers de la quête du profit pour le profit entraîne la mécanique capitaliste dans un mouvement sans fin, et que la seule poursuite d'intérêts particuliers ne pouvait œuvrer à l'intérêt commun. Tout au plus a-t-on pu attendre de l'État qu'il régule, surveille, contrôle l'activité économique et financière, selon des principes keynésiens qu'on a suivis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'abandon de ces principes, encouragé par des théoriciens néo-libéraux comme Hayek et Friedmann au tournant des années 80, s'est traduit par un emballement dans une course au profit mortifère que masque la sacralisation de la croissance.



(7) *Le pari de la décroissance*, Pluriel, 2010, p.28.

Ainsi l'impératif de croissance économique s'accompagne aujourd'hui de la nécessité pour les acteurs réels de l'économie de s'endetter, privés et publics. Et la difficulté de rembourser ses dettes entraîne de nouveaux endettements. Rien de tel pour accroître la puissance des uns et la servitude des autres.

« Impossible de dire alors que la croissance, prise dans un emballement sans fin sous l'effet de la concurrence et de la nécessité de maintenir des marges de profit, permet un progrès quant à la valeur des biens offerts sur le marché. » Échangeur près de l'aéroport de Blagnac (CC-Kuremu Sakura)

Conclusion

Puissance n'est pas sagesse. Et domination de la nature n'est pas puissance. L'on sait les catastrophes morales auxquelles ont conduit une meilleure maîtrise technique de la nature.

La croissance, dans ces conditions, devient un ennemi du progrès, si on entend par progrès un accroissement du bonheur commun de l'humanité. Le capitalisme a offert jusque dans les Trente glorieuses les possibilités de profiter d'un confort inimaginable pour nos ancêtres ; il est difficile pour les jeunes générations de se représenter les conditions matérielles dans lesquelles vivaient leurs arrière-grands-parents : absence de WC, de douche, de frigidaire, de machine à laver, de chauffage central, etc. Mais ces possibilités de goûter ce confort ont été très inégalement réparties dans le monde. L'amélioration du niveau de vie des classes moyennes dans les pays émergents ne doit pas cacher la paupérisation d'une grande partie de la population mondiale, laquelle gagne aujourd'hui les pays riches. Les écarts de revenus dans le monde ne cessent de se creuser. Sans oublier l'envers des prétendues richesses apportées : le gaspillage aux effets écologiques dévastateurs, les effets nocifs sur la santé et la biodiversité de l'agriculture industrielle, le dérèglement climatique enfin, aux conséquences catastrophiques (inondations, sécheresses, migrations massives...).

Le capitalisme, qui a imposé sa loi dans le monde, depuis en particulier la chute du mur de Berlin, nous entraîne très loin des rêves du progrès énoncés au 19^e siècle auxquels on tente encore de s'accrocher aujourd'hui, malgré les désillusions apportées par le 20^e siècle. Mais le marxisme, porteur de son côté de rêves de progrès jusqu'après la Seconde Guerre, a été aussi source d'illusions, non seulement parce que les régimes qui ont prétendu s'en inspirer ont instauré de nouvelles inégalités, bien loin des principes fondateurs du communisme, mais aussi parce qu'ils ont cru dans la croissance sans limite de la puissance permise par les progrès technoscientifiques, sans considération aucune de leurs conséquences délétères sur l'environnement.

La croyance aux vertus de la croissance repose originellement sur une croyance en les bienfaits de la science et des techniques, en particulier quand on s'est aperçu des capacités technologiques d'accroître considérablement la productivité à partir de l'exploitation des énergies fossiles. Marxistes et libéraux ont greffé sur l'apport extraordinaire des progrès technologiques des rêves de domination de l'homme sur la nature, offrant des perspectives d'une ère d'abondance, mettant fin à une ère de la nécessité, selon une formule de Marx ; mieux, ils ont greffé des rêves de puissance ; la course au profit à laquelle le néolibéralisme donne aujourd'hui libre cours procède aussi de cette même quête de

puissance. Cela nous ramène à des considérations anthropologiques élémentaires, que nous avons évoquées plus haut quand nous avons rappelé que toute croissance dans la nature avait une fin, alors que rien ne pouvait limiter notre désir d'accroître nos désirs de puissance.

La croyance en les pouvoirs des sciences et des techniques remonte en réalité au 17^e siècle. Rappelons-nous comment Descartes, dans le *Discours de la Méthode*, nous dit qu'en s'appuyant sur les avancées de la physique de son temps et en considérant ses effets pratiques, loin des spéculations oiseuses de la scolastique de la fin du Moyen-Âge, nous pourrions devenir « *comme maîtres et possesseurs de la nature* » par « *une invention d'une infinité d'artifices, qui feraient qu'on jouirait sans peine des fruits de la terre et de toutes les commodités qui s'y trouvent, mais principalement de la santé, laquelle est sans doute le premier bien et le fondement de tous les autres* ». Mais Descartes pensait que les progrès de la médecine allaient aussi nous rendre plus sages, en aidant à une meilleure maîtrise de l'âme sur le corps, et donc à un meilleur contrôle des passions – Descartes restant fidèle aux leçons de sagesse du stoïcisme.

Puissance n'est pas sagesse. Et domination de la nature n'est pas puissance. L'on sait les catastrophes morales auxquelles ont conduit une meilleure maîtrise technique de la nature : la Shoah aux méthodes techniques d'assassinat massif et donnant lieu à des expérimentations médicales monstrueuses ; la mise au point de la bombe atomique et son utilisation ; la création des gaz asphyxiants et leur usage lors de la Première Guerre et l'invention aujourd'hui d'armes chimiques et bactériologiques toujours plus sophistiquées. Les progrès de la raison technoscientifique ne relèvent pas nécessairement des progrès de la raison censés éclairer les hommes.

Devons-nous renoncer pour autant à toute perspective de progrès amenés par les sciences, et renoncer à toute foi en les pouvoirs de la raison ? C'est ce à quoi nous invite une réflexion philosophique centrale au 20^e siècle, celle de Heidegger. Le nihilisme, propre à l'époque contemporaine, annoncé par Nietzsche, serait l'effet d'un arraisonnement (*d'une mise à la raison*) de la nature au point d'en épuiser les ressources, selon Heidegger. Toutes les civilisations jusqu'alors ont tenté d'instaurer un équilibre entre les hommes et la nature, une nature éventuellement habitée par des dieux ou gouvernée par une divinité. Rappelons ce mot de Nietzsche : « *Le 20^e siècle sera un siècle de barbarie, et la science sera à son service* ».

Nous ne pouvons pas souscrire totalement à cette vision des choses, quelle que soit sa profondeur. Qui aujourd'hui alerte les politiques sur le caractère insensé d'une quête de la croissance sans fin ?

– Les scientifiques du GIEC, à propos du réchauffement climatique, exigeant un arrêt des politiques de croissance.

Sur qui se repose-t-on pour lutter contre une pandémie, qui est un effet aussi de la mondialisation consécutive aux politiques de croissance aveugle ?

– Sur des médecins et des chercheurs en biologie.

Qui peut aujourd'hui démontrer les effets terriblement nocifs d'une politique agro-industrielle que des grands groupes veulent imposer partout dans le monde au détriment d'une agriculture traditionnelle, plus à même de nourrir qualitativement et même à terme quantitativement la population ?

– Des chercheurs en agronomie et en microbiologie.

De manière générale, il reste vrai que la science, couplée certes avec d'autres disciplines comme la philosophie, l'histoire, l'anthropologie, la littérature et la poésie, reste un facteur de formation de l'esprit critique nous détournant du fanatisme religieux (conduisant au rejet de la théorie de l'évolution, par exemple) ou du fanatisme idéologique, à commencer par celui des économistes et des politiciens qui les suivent, s'appuyant sur les postulats dérisoires du néo-libéralisme d'un Hayek ou d'un Friedmann, dénués de toute valeur scientifique.

Car il faut s'entendre sur ce qu'on appelle *scientifique*. Le nazisme et les théories eugénistes qui sévissaient avant la guerre au nom du progrès prétendaient s'appuyer sur des travaux scientifiques. De façon générale, les sciences, à commencer par les *sciences économiques*, doivent être considérées dans leur contexte socio-historique de luttes d'intérêts humains et de croyances. La science reste une aventure humaine qu'il convient d'éviter de sacraliser. Aujourd'hui, la recherche scientifique elle-même est prise dans une concurrence mondiale corruptrice. On songe ici en particulier aux recherches dans le domaine des biotechnologies, que celles-ci s'appliquent au domaine médical ou bien au domaine de l'agrochimie : il semble que la finalité poursuivie par ces recherches ne soit guère une amélioration de la santé publique ni le moyen de mieux nourrir les populations, mais consiste plutôt en la quête d'une réussite et d'une efficacité apportant une reconnaissance mondiale, avec à la clé des crédits alloués par les États, eux-mêmes

emportés par la concurrence avec d'autres États. On peut dire évidemment la même chose de la recherche dans le domaine numérique et de l'intelligence artificielle monopolisée par quelques grands groupes de la Silicon Valley visant tout simplement à dominer le monde.

En dénonçant ce qu'on peut faire au nom des progrès de la science et des techniques, nous restons en réalité fidèles à l'idéal des Lumières et nous dénonçons de nouveaux obscurantismes, ceux du néolibéralisme, du transhumanisme, etc. Parce qu'on a oublié l'essentiel de l'apport des Lumières : la foi en la raison est d'abord celle d'une raison éthique et politique, et secondairement celle d'une raison scientifique et technique. D'où l'importance primordiale accordée par les philosophes des Lumières à l'éducation, à l'apprentissage de la capacité de penser par soi-même qui résume à lui seul, selon Kant, l'esprit des Lumières (8). Même l'activité technoscientifique doit rester sous le contrôle vigilant des peuples. C'est bien l'esprit critique des populations un tant soit peu informées, résistant aux ravages tant de la publicité que d'une propagande médiatique, leur méfiance à l'égard des modes de consommation imposés contribuant à la destruction de l'environnement, leur rejet des vertus de l'individualisme dont elles voient les effets ravageurs sur la société, qui sont porteurs d'espoir et d'avenir. Les peuples, l'homme du commun, ne possèdent pas suffisamment de richesse ou de puissance pour vouloir les accroître démesurément. Ils ne demandent qu'à vivre.

La recherche de la croissance est liée aujourd'hui à une recherche de puissance mortifère d'une élite toujours plus restreinte en quête de toujours plus de profit. Le capitalisme va de lui-même vers son propre effondrement, en détruisant les conditions de vie de l'humanité. Le progrès suppose au contraire un triomphe des forces de la vie sur la mort. Le progrès ne se réalise pas de manière continue, comme le pensait Condorcet. Les civilisations déclinent et meurent. Mais l'effondrement inévitable de la civilisation occidentale mondialisée annonce un réel progrès – au sens d'un progrès de l'autonomie des peuples et des individus, tel que le pensaient les philosophes des Lumières – qui passera, non sans douleur, par un changement radical des fondements de la vie politique pour que ceux-ci soient réellement et non apparemment démocratiques, et par un changement des règles du jeu de la vie économique, ne confondant plus richesse et argent.

Parce qu'on a oublié l'essentiel de l'apport des Lumières : la foi en la raison est d'abord celle d'une raison éthique et politique, et secondairement celle d'une raison scientifique et technique.

(8) Cf. *Qu'est-ce que les Lumières ?* (1784).